



Par
**CLAUDE
WEILL**

Face aux poteaux

En rugby, on dirait transformation face aux poteaux. Si l'on en croit les sondages – disons bien « si »... –, les législatives des 11 et 18 juin se présentent comme une formalité pour Emmanuel Macron et sa République en marche. La vaste enquête réalisée fin mai par Ipsos Sopra-Steria pour le Monde et Sciences Po (15000 personnes interrogées) laisse présager non pas une victoire, ni même une vague, mais un tsunami REM. Avec 31% des intentions de vote, l'alliance du parti du président et du Modem raflerait entre 395 et 425 sièges. En gros : un tiers des voix, deux-tiers des sièges. Une chaise coiffée du

« En politique comme en sport, seule la victoire est belle. Mais il est toujours dangereux de se reposer sur ses lauriers. »

képi du général serait élue, disait en d'autres temps Alexandre Sanguinetti. Cette fois, apparemment, la photo du président suffit. Un tel résultat (s'il se confirme), démentant tous les pronostics des spécialistes il y a quelques semaines encore, constituerait un événement politique sans précédent, dans un pays dominé depuis 60 ans par le duel gauche-droite, où le centre semblait voué à jouer les roues de secours. Il appelle explications et remarques. Analyse classique : les électeurs, par souci de cohérence, choisiraient de donner au président nouvellement élu les moyens de mettre en œuvre sa politique. Sans doute, ce « booster présidentiel » joue une fois encore. Il joue peut-être même plus que les fois précédentes, car les Français ont apprécié l'aisance avec laquelle Macron s'est coulé dans la fonction ; et surtout, la grande vague de « déga-gisme », l'usure des forces politiques traditionnelles, bref l'envie de renverser le « système » qui se sont exprimées en mai continuent de produire leurs effets. Mais cela n'explique pas tout. Selon les mêmes sondages, un Français sur deux juge préférable que le président dispose d'une majorité à l'Assemblée. Et 37% seulement qu'il ait une majorité

absolue REM et puisse donc se passer de l'appoint de la gauche ou de la droite. Paradoxe ? Non. Effet loupe d'un mode de scrutin qui confère une énorme prime au parti arrivé en tête. D'autant plus énorme que ses concurrents sont plus dispersés. Rappelons-le, il faut atteindre 12,5% des inscrits pour se maintenir au second tour. Soit environ 20% des exprimés, pour une participation de 60%. Peu de triangulaires ou de quadrangulaires en perspective, donc, mais une multitude de duels offrant aux « candidats Macron » la configuration idéale : grâce à leur position centrale, ils

disposent systématiquement de réserves de voix venant tantôt de la gauche, tantôt de la droite, selon qu'ils affrontent au second tour la droite, la gauche ou le FN. Quand la vieille malédiction du centre devient

une martingale électorale. Mais qui dit effet loupe dit effet déformant. Avec 22% des intentions de vote, LR et UDI sont crédités d'une centaine de sièges ou un peu plus. Ils limiteraient la casse. Les autres formations seraient réduites à la marginalité. 18% des voix et 5 à 15 sièges pour le FN. 11,5% des voix et 10 à 20 élus pour la France insoumise. Ni l'un ni l'autre n'est assuré de disposer d'un groupe parlementaire (il en faut 15). Tandis que le PS, avec un score misérable (8,5%), peut espérer 25 à 35 sièges. Une telle distorsion entre l'audience des partis et leur représentation n'est pas sans poser un problème à la démocratie. Emmanuel Macron se propose d'introduire une dose de proportionnelle et de réduire le nombre de députés. Ce ne sera pas une entreprise facile : les grosses majorités ne sont pas très enclines à se faire hara-kiri. Elle est nécessaire. Si large soit leur succès, les marcheurs devraient se garder d'oublier la colère et les angoisses qui se sont exprimées dans les urnes le 23 avril, et qui ne se mesurent pas au nombre de sièges. En politique comme en sport, seule la victoire est belle. Mais il est toujours dangereux de se reposer sur ses lauriers.